

**ANNONCE À TRANSMETTRE
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE**

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Correspondant : Mme Samiha NUNES, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 allée de Lodz, 69363 Lyon cedex 07, tél. : 04 72 71 28 58, courriel : contact.scp@eaurmc.fr, adresse internet : <http://www.eaurmc.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Environnement

Objet du marché : La présente consultation a pour objet l'évaluation de la politique de bassin en matière de réduction des déséquilibres quantitatifs de la ressource en eau sur les bassins Rhône Méditerranée et de Corse. La politique de bassin évaluée ici vise à faciliter le partage et l'économie de la ressource en eau (superficielle et souterraine).

Catégorie de services : 27

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 79419000
- Objets complémentaires : 90700000

Lieu d'exécution et de livraison : Siège de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (Lyon 7), locaux du prestataire, investigation sur le terrain sur le territoire français sur les deux bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

Code NUTS : FR716

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre avec un seul opérateur

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Evaluation de la politique de réduction des déséquilibres quantitatifs de la ressource en eau sur les bassins Rhône Méditerranée et de Corse
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Le présent marché est conclu à prix mixtes. Pour l'exécution des phases 1 à 3, il constitue un marché ordinaire à prix forfaitaire. Pour l'exécution de la phase 4, il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum et un seul opérateur économique, qui s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les montants minimum et maximum sont définis comme suit :

Minimum : 5 demi-journées de restitution

Maximum pour la durée totale du marché : 8 demi-journées de restitution

La durée de validité du marché est de 16 mois ferme à compter de la date de sa notification. La durée maximum

d'exécution des prestations est de 16 mois. Le délai maximum d'exécution des prestations forfaitaires (phases 1 à 3) est de 6 mois ferme à compter de la date de notification du marché.

Prestations divisées en lots : non

Durée du marché ou délai d'exécution : 16 mois à compter de la notification du marché

Date prévisionnelle de début des prestations (Marché de fournitures/services) : 02 mai 2017

Cautionnement et garanties exigés : Néant

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement. Si des dispositions législatives ou réglementaires plus favorables interviennent, dans cette hypothèse, le délai de paiement fixé par ces dispositions s'applique automatiquement.

Le financement est assuré sur les fonds propres du pouvoir adjudicateur. Les prix sont fermes et actualisables.

Une avance de 5% sera accordée dans les conditions prévues au marché.

Modalités de règlement des comptes : selon les modalités du CCAG PI et du CCAP.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Conditions de participation :

• Critères de sélection des candidatures : La candidature doit donc contenir les documents et renseignements suivants :

Renseignements concernant la situation juridique du candidat (article 48 du décret n° 2016-360) :

-la lettre de candidature-habilitation du mandataire et la déclaration sur l'honneur du candidat individuel ou du membre du groupement pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner de l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (DC1 ou équivalent) ;

-la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;

-la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ou équivalent).

Les candidats doivent produire une lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 ou document équivalent) et une déclaration du candidat (DC2 ou document équivalent) pour présenter leur candidature. En lieu et place de ces documents, les candidats peuvent produire le document unique de marchés européens (DUME).

• Capacité économique et financière - références requises : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : Aucune exigence particulière

• Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;

Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : Aucune exigence particulière.

Pour toute pièce demandée, le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent.

Marché réservé : Non

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous (par ordre de priorité décroissante) :

- La valeur technique de l'offre évaluée à partir des éléments présentés par le soumissionnaire dans la note technique (voir art. 6.5. du RC), selon une pondération de 70 % et décomposée comme suit : Compréhension de la mission dans le respect des exigences du CCTP : 10 % ; Adéquation de la stratégie et de la méthodologie de travail proposées à l'objet du marché : 40 % ; Adéquation des moyens à la réalisation de la mission (compétences et rôle des intervenants affectés, nombre de jours, répartition junior/sénior) : 20 %
- Le prix de la prestation sur la base des prix forfaitaires et du prix unitaire mentionnés dans l'acte d'engagement, selon une pondération de 30 %.
- Pas d'enchère électronique

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 06 mars 2017 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 170000009

Renseignements complémentaires : Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement. Les candidats peuvent télécharger les documents du dossier de consultation et/ou soumissionner par voie électronique via la plateforme de dématérialisation de l'agence accessible aux adresses : <http://www.marches-publics.gouv.fr> ou <http://www.eaurmc.fr> à la rubrique : marchés publics

Date d'envoi du présent avis à la publication : 10 février 2017

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Mme Samiha NUNES , Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 allée de Lodz, 69363 Lyon cedex 07, tél. : 04 72 71 28 58, courriel : contact.scp@eaurmc.fr, adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=319196&orgAcronyme=d4t>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Mme Samiha NUNES , Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 allée de Lodz, 69363 Lyon cedex 07, tél. : 04 72 71 28 58, courriel : contact.scp@eaurmc.fr

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Mme Samiha NUNES , Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 allée de Lodz, 69363 Lyon cedex 07, tél. : 04 72 71 28 58, courriel : contact.scp@eaurmc.fr

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lyon Palais des juridictions administratives, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon cedex 03, tél. : 04 78 14 10 10, télécopieur : 04 78 14 10 65, courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Détails d'introduction des recours : Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative et pouvant être exercé avant la conclusion du contrat ;
Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du même code ;
Recours de pleine juridiction en contestation de validité du contrat ouvert aux concurrents évincés et pouvant être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3087418**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

BOAMP Publication intégrale

Département : 69 - Rhône